Algérie, après les annonces de la présidence : un premier recul du pouvoir, à transformer en victoire contre le système

mardi 12 mars 2019, par LEONI Kader (Date de rédaction antérieure : 12 mars 2019).

Les Algériens viennent de gagner une bataille, mais le chemin reste long. Le président Bouteflika vient de renoncer à sa candidature, d'annuler la présidentielle d'avril 2019, de promettre une Conférence nationale et changer le gouvernement.

Sommaire

- Une réaction devenue nécessair
- C'est tout un système qui est
- Et maintenant ?

Ce retrait annoncé de Bouteflika est le résultat du formidable mouvement populaire en cours. C'est aussi le résultat de la grève générale commencée hier et qui a déstabilisé le pouvoir en quelques jours.

La présidence a nommé le ministre de l'Intérieur Noureddine Bedoui au poste de Premier ministre, en remplacement d'Ahmed Ouyahia, l'un des hommes politiques les plus haïs de l'ère Bouteflika. Ramatane Lamamra, un personnage qui pourrait contenter un certain milieu d'affaires, dit « démocrate », a été désigné vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères. Le nouveau gouvernement est donc à la fois une reprise en main du pouvoir par le cœur de la bureaucratie et un élargissement aux secteurs bourgeois qui veulent accélérer la transformation libérale du pays.

Une réaction devenue nécessaire

Il faut dire que tout le monde s'attendait à des annonces d'apaisement, après les manifestations gigantesques que connait le pays depuis le 22 février passé.

Deux semaines durant, les algérien·ne·s étaient dans la rue, avec des pics les vendredis. Bien que le refus du 5e mandat ait été au centre de la contestation, les revendications ont évolué pour intégrer la fin du système (pouvoir assassin), la justice sociale, la dénonciation de l'oligarchie et la juste répartition des richesses nationales.

Le mouvement est monté d'un cran cette semaine avec le début d'une grève générale, touchant le secteur productif (hydrocarbures) et des services depuis le 10 mars. Toutes les catégories socio-professionnelles, y compris les secteurs les moins combatifs à l'instar du corps des juges, ont été touchées par ce mouvement inédit, pacifique, mixte et suivie massivement pratiquement dans toutes les régions d'Algérie.

Ayant tiré les leçons du passé (1990-91, l'insurrection de 2001) et du détournement des révoltes

arabes, les Algériens ont tout fait pour immuniser les marches de l'influence islamiste. Ils n'ont peur ni de la répression (qui reste marginale pour le moment) ni du syndrome de La Syrie ou de La Libye. Les différentes classes sociales entrent dans la bataille, des défections au sein du régime et de l'administration se multiplient, les sections syndicales dénoncent leur direction de tutelle (UGTA) et se déclarent en grève, et les jeunes (étudiants, lycéens et même les élèves du primaire), les corps d'avocats, de juges et de fonctionnaires s'y mettent.

C'est tout un système qui est dénoncé

Un air de contestation souffle en dénonçant la corruption, le despotisme, la dilapidation des richesses publiques et l'oligarchie prédatrice. Un mouvement national de contestation se structure encore timidement dans les universités et les quartiers. Pour rappel, les partis dits d'opposition, impliqués souvent dans les affaires et les scandales depuis l'accession de Bouteflika au pouvoir en 1999, n'ont aucune crédibilité auprès du peuple. Leurs représentants sont chassés des manifestations aux cris de « dégage, dégage » et ceux qui osent se joindre à la rue sont vus comme des traitres, des ralliés de dernière minute.

La France est vue comme complice de cette caste qui tente de privatiser l'État et ses richesses, car c'est son principal soutien au point où le slogan « nous ne demandons pas à la France et aux USA de nous accompagner ni de nous donner des leçons ou des recettes, nous demandons juste de nous fournir la liste des biens mal acquis et des comptes bancaires des dirigeants afin de pouvoir en récupérer les sommes et de les juger »est très récurrent sur les pancartes.

Le 8 mars était l'occasion pour voir la présence massive des femmes aux cotés des hommes, dans des revendications dépassant largement le refus du 5emandant. De la liberté individuelle à l'égalité des droits et à l'émancipation, les femmes représentent une force déterminante dans ce contexte quasiment prérévolutionnaire. La lutte du peuple algérien a besoin de notre soutien ici en France et ailleurs pour disqualifier cette pseudo opposition ultralibérale, corrompue et prédatrice. La pression de la rue doit être maintenue et amplifiée pour imposer l'élection d'une Constituante qui est devenue un mot d'ordre majeur dans ces manifestations. Aussi, les quelques comités de lutte qui voient le jour et le vent de contestation et de combativité qui a soufflé sur les travailleurs devraient être mieux rentabilisés pour dessiner l'avenir. Cette lutte est la nôtre.

Et maintenant ?

Rien n'est gagné : Bouteflika a annoncé son retrait… mais il reste président ! Aucune date n'est donnée, aucune garantie sur rien. La présidence décide simplement d'annuler la présidentielle et de la reporter à plus tard. La promesse d'une deuxième république et d'une nouvelle constitution peuvent se retrouver reportée aux calendes grecques ou, pire, servir de replâtrage du pouvoir, sans amélioration démocratique mais, au contraire, avec une accélération des réformes libérales voulues par les secteurs critiques de la bourgeoisie et de l'armée, en lien avec la volonté des puissances impérialistes, notamment la France. Cela pourrait aboutir à une liquidation des derniers acquis de la révolution algérienne.

Pour les masses en mouvement, les travailleurs, les femmes, les jeunes, qui ont espérons-le tellement goûté à la liberté acquise dans cette mobilisation qu'elle ne voudra pas s'arrêter, il s'agit de continuer le mouvement, d'obtenir le départ immédiat de Bouteflika, d'imposer une véritable assemblée constituante sur la base de délégués élus dans le cadre de la mobilisation, de son auto-organisation, de la grève de masse en cours.

Kader Leoni

P.-S.

• Créé le Lundi 11 mars 2019, mise à jour Mardi 12 mars 2019, 10:14 : https://npa2009.org/actualite/international/algerie-un-premier-recul-du-pouvoir-transformer-en-victoire-contre-le